

samedi 28 octobre 2023
Communiqué de l'AFPS

Gaza, un massacre à huis clos, une complicité qui fait honte à la France



Au soir du 27 octobre, le gouvernement israélien et son armée ont donc décidé « d'intensifier » leurs bombardements sur la Bande de Gaza et d'engager des attaques militaires terrestres de grande ampleur. Ils ont coupé toutes les communications avec la Bande de Gaza.

Rappelons que depuis le 7 octobre, la Bande de Gaza était déjà sous un déluge de bombes, qui n'épargnent, ni la population civile, ni ses infrastructures vitales. Les deux tiers de la population de la Bande de Gaza ont dû quitter leur logement, les destructions sont immenses, et le blocus total imposé par Israël les met en risque imminent de mourir de faim et de soif.

C'est une guerre contre tout le peuple palestinien qu'Israël est en train de mener à Gaza.

Depuis la coupure des communications, c'est un massacre à huis clos qui se déroule sans témoin, mais au su du monde entier.

En invoquant sans cesse le « droit d'Israël à se défendre », en ne réclamant pas le cessez-le-feu ni la levée du blocus lors de sa visite en Israël, en improvisant une nouvelle croisade contre l'axe du mal de sinistre mémoire avant de se rétracter, le président de la République s'est rendu complice du massacre en cours. Nous avons honte pour lui, nous avons honte pour la France.

L'engagement de la France dans un « effort humanitaire » dérisoire par rapport à la catastrophe en cours à Gaza, son vote positif à l'ONU sur une résolution non contraignante pour une pause humanitaire, ne valent rien en regard du fait qu'elle refuse de prendre les responsabilités qui sont celles d'un membre permanent du Conseil de Sécurité qui devrait n'avoir qu'un seul objectif :

obtenir le cessez-le-feu indispensable pour mettre fin à la guerre d'élimination que subit la population de Gaza..

L'Association France Palestine Solidarité renouvelle son exigence d'un cessez-le-feu immédiat et d'une levée immédiate du blocus inhumain imposé par Israël, seules mesures à même d'arrêter une catastrophe humaine déjà en cours.

Cette nouvelle catastrophe qui frappe le peuple palestinien est aussi une catastrophe morale et politique pour tous les Etats, dont la France, qui soutiennent Israël dans son entreprise de massacre et de destruction. Cette politique ne peut plus être menée au nom du peuple français, car elle fait honte aux valeurs de fraternité et de solidarité qui sont les siennes. Nous demandons solennellement à tous les représentants politiques français, jusqu'au plus haut niveau de l'Etat de s'engager d'urgence pour le cessez-le-feu et la levée du blocus de Gaza.

Nous exigeons également que soit enfin respecté le droit de s'exprimer et de manifester partout en France.

Le Bureau national de l'AFPS, le 28 octobre 2023

Photo : Les bombardements sur Gaza la nuit du 27 au 28 octobre 2023 - Crédit : Times of Gaza (X / Twitter)